



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

Paris, le 11 juillet 2025

Direction générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes (DGCCRF)
À l'attention de Mme Sarah Lacoche, inspectrice générale des finances
59 boulevard Vincent-Auriol
Télédoc 071
75703 Paris Cedex 13

Lettre recommandée avec AR accompagnée d'envoi par courriel

Objet : Non-respect de l'article 11 du décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 - Recours amiable

Madame l'Inspectrice générale des finances,

Avenir de la langue française (ALF), association agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la Communication pour défendre la langue française, attire votre attention sur le non-respect de l'article 11 du décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 par la DGCCRF.

En effet, cette dernière emploie dans certaines communications des termes tels que « community manager », « data scientist », « fast fashion », « greenwashing », « drop shipping », « marketing », « streaming » et « cotravail ».

Ces termes sont des termes anglais qui ont tous des traductions proposées par la Délégation Générale à la Langue française et aux Langues de France, consultables sur France Terme.

La publication de ces traductions au Journal officiel rend leur utilisation obligatoire (*voir pièces jointes n°1 et 3*).

L'emploi des termes anglais constitue donc une infraction au décret n° 96-602 du 3 juillet 1996.

L'article 11 est ainsi rédigé :

« Les termes et expressions publiés au Journal officiel sont obligatoirement utilisés à la place des termes et expressions équivalents en langues étrangères :

1° Dans les décrets, arrêtés, circulaires, instructions et directives des ministres, dans les correspondances et documents, de quelque nature qu'ils soient, qui émanent des services et des établissements publics de l'Etat ; » (*voir pièce jointe n°2*).



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

Aussi, par la présente, **nous vous demandons de prendre toutes les dispositions nécessaires afin que les termes anglais ci-dessus ne soient plus employés par la DGCCRF. Cette demande concerne tous vos supports de communication.**

Si notre demande se heurtait à des directives contraaires ou contraignantes émanant de vos autorités de tutelle, ou si vous avez des arguments justifiant l'emploi de ces termes malgré leur non-conformité à la loi française, nous vous demandons de bien vouloir nous en faire part précisément dans les délais les plus courts.

Sinon, nous vous saurons gré de nous communiquer, sous deux mois à compter de la date de réception de la présente, votre engagement pour mettre votre établissement à conformité, ainsi que le dispositif que vous envisagez de mettre en place pour répondre aux exigences de la Loi.

A défaut, notre association n'aura d'autre choix que d'engager une procédure contentieuse.

Espérant que le bon sens et le respect de la Loi l'emporteront, et que nous n'aurons pas à saisir le Tribunal administratif, nous vous prions d'agréer, Madame l'Inspectrice générale des finances, l'expression de nos salutations respectueuses.

Serge Dubief

Président



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

Pièces jointes

Pièce n° 1 – Série de liens et images montrant l'emploi des termes anglais tels que « community manager », « data scientist », « fast fashion », « greenwashing », « drop shipping », « marketing », « streaming » et « cotravail », par la DGCCRF (8 exemples)

1.1 https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/manifestations/2024/dgccrf-matinal-marche-de-la-seconde-main.pdf

L'événement a été animé par Muriel Bourgeois, **community manager** à la DGCCRF

1.2

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/dgccrf/rapports_activite/2023/bilan_activite%20-%20DGCCRF_2023.pdf

Composée d'enquêteurs, de **data scientists**

sécurité des produits vendus sur internet, influenceurs, **drop-shipping**...

23

Enquête sur la **fast fashion**

Bilan de l'enquête lancée sur le **marketing d'influence** :

La consommation est un levier de la transition écologique. Outre l'action contre les fraudes dans le secteur de la rénovation énergétique ou contre le **greenwashing**, la DGCCRF veille à la bonne information

1.3 https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/media-document/cp-dgccrf-SHEIN-sanctionne-amende-40millions.pdf

Fast fashion : SHEIN sanctionné d'une amende de 40 millions d'euros à la suite d'une enquête de la DGCCRF



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

1.4 https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/media-document/Bilan-activite-2024-DGCCRF.pdf

■ **Nouvelles enquêtes sur le tourisme en ligne, le streaming, les sites de drop shipping...**

1.5 <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/laction-de-la-dgccrf/les-enquetes/enquete-sur-le-marche-du-coworking-un-secteur>

Enquête sur le marché du **coworking : un secteur concurrentiel en cours de structuration**

Pièce n° 2 – Article 11 du décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 :

https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000030403840

Décret n°96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française

Article 11

Version en vigueur depuis le 28 mars 2015

Modifié par DÉCRET n°2015-341 du 25 mars 2015 - art. 2

Les termes et expressions publiés au Journal officiel sont obligatoirement utilisés à la place des termes et expressions équivalents en langues étrangères :

1° Dans les décrets, arrêtés, circulaires, instructions et directives des ministres, dans les correspondances et documents, de quelque nature qu'ils soient, qui émanent des services et des établissements publics de l'Etat ;

2° Dans les cas prévus aux articles 5 et 14 de la loi du 4 août 1994 susvisée relative à l'emploi de la langue française.

La commission observe l'usage prévu au présent article des termes et expressions publiés.

Siège social : ALF abs Maison de la Vie associative du 12^e-181, avenue Daumesnil – 75012 - Paris

n° SIRET : 394 241 590 000 22 - Code APE : 9499Z

Adresse postale : BP 6 - 77430 - Champagne-sur-Seine / Téléphone : 06 59 74 72 82

courriel : avenirlf@laposte.net - www.avenir-langue-francaise.org



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

Pièce n° 3 – Définition par la DGLFLF en langue française des termes anglais employés

Community manager : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/COGE848>

Data scientist : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/INFO930>

Fast fashion : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/CULT747>

Greenwashing : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/ENVI65>

Drop shipping : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/ECON1611>

Marketing : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/ECON1467>

Streaming : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/COGE872>

Coworking : <https://www.culture.fr/franceterme/terme/ECON1414>

Pièce n° 4 – Parution au Journal officiel de traductions des termes anglais « community manager », « data scientist », « fast fashion », « greenwashing », « drop shipping », « marketing », « streaming » et « cotravail »

animateur, -trice de communauté

Journal officiel du 08/09/2013

Forme développée

animateur, -trice de communauté en ligne

Synonyme

gestionnaire de communauté , gestionnaire de communauté en ligne

Domaine

COMMUNICATION - ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE

Définition

Personne chargée de développer la présence sur la toile d'une organisation publique ou privée en fidélisant un groupe d'internautes et en animant ses échanges dans des réseaux sociaux, des médias en ligne ou des forums.

Équivalent étranger

community manager (en)



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

expert, -e en mégadonnées

Journal officiel du 26/09/2017

Domaine

INFORMATIQUE

Définition

Spécialiste de l'extraction et de l'exploitation d'informations pertinentes à partir de mégadonnées, qu'il organise, traite et interprète à l'aide d'outils statistiques, mathématiques et informatiques.

Équivalent étranger

data scientist (en)

mode express

Journal officiel du 23/05/2020

Synonyme

mode éclair

Domaine

HABILLEMENT ET MODE

Définition

Secteur de la mode qui repose sur un modèle économique caractérisé par le renouvellement très rapide de collections d'articles à bas prix.

Équivalent étranger

fast fashion (en)

verdissement d'image

Journal officiel du 08/09/2013

Domaine

COMMUNICATION - ENVIRONNEMENT

Définition

Attribution abusive de qualités écologiques à un produit, à un service ou à une organisation.

Note

On trouve aussi les termes « écoblanchiment » et « blanchiment écologique ».

Équivalent étranger

greenwashing (en)



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

vente en ligne sans stock

Journal officiel du 01/07/2023

Forme abrégée

vente sans stock, loc.n.f.

Domaine

ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE

Définition

Pratique commerciale qui consiste, pour un distributeur en ligne, à déléguer entièrement à des tiers la logistique, notamment le stockage et la livraison, pour ne conserver que les fonctions commerciales et administratives.

Équivalent étranger

drop shipping (en), drop-shipping (en), dropshipping (en)

mercatique

Journal officiel du 28/03/2018

Domaine

ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE

Définition

Ensemble des techniques et des actions grâce auxquelles une entreprise développe méthodiquement la vente de ses produits et de ses services en adaptant son offre aux besoins et au comportement du consommateur.

Équivalent étranger

marketing (en)

flux (en)

Journal officiel du 21/01/2015

Domaine

AUDIOVISUEL - TÉLÉCOMMUNICATIONS / Internet

Définition

Se dit de la diffusion ou de la réception par l'internet de contenus audio et vidéo, selon un mode de transmission permettant une lecture en continu sans téléchargement.

Note

On trouve aussi l'expression « en continu ».

Équivalent étranger

streaming, n. (en)

Siège social : ALF abs Maison de la Vie associative du 12^e-181, avenue Daumesnil – 75012 - Paris

n° SIRET : 394 241 590 000 22 - Code APE : 9499Z

Adresse postale : BP 6 - 77430 - Champagne-sur-Seine / Téléphone : 06 59 74 72 82

courriel : avenirlf@laposte.net - www.avenir-langue-francaise.org



Avenir de la langue française

Association loi 1901

Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la communication,

ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie :

Philippe Rossillon et l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, qui l'ont présidée.

Attention

Cette publication annule et remplace celle du terme « diffusion en flux » au *Journal officiel* du 18 janvier 2005.

cotravail

Journal officiel du 05/08/2016

Domaine

ÉCONOMIE ET GESTION D'ENTREPRISE

Définition

Mode de travail consistant, pour des professionnels indépendants, à partager espace, poste de travail, expérience ou compétences.

Équivalent étranger

co-working (en), coworking (en)